

**Ce que j'ai retenu de l'analyse développée par André Pflimlin
Sur l'évolution des structures laitières aux USA
Et du débat qui a suivi**

Par Jean-Claude Guesdon

Séance de MARS, le 2 février 2021

Quelques points saillants de l'analyse développée par André Pflimlin

L'intervention s'appuie sur un diaporama auquel chacun peut se reporter, il est en ligne sur le site de MARS.

- Il décrit la dynamique des structures de production laitières et de la localisation de cette production aux USA, vaste pays : peuplé comme 5 fois la France et grand comme 17 fois l'Hexagone.
- La production laitière s'est beaucoup développée depuis 20 ans : aujourd'hui, elle est de 100 millions de tonnes de lait, contre 24 en France, à partir de 9,4 millions de vaches laitières et un rendement moyen de 10 600 kg par vache et par lactation.
- Historiquement très présente dans des exploitations « familiales » des Etats du nord-est (Wisconsin, New York et Etats du pourtour des Grands Lacs), elle s'est beaucoup développée depuis 30 ans en Californie. Plus récemment, ce dynamisme de la production à l'ouest s'est reporté sur des Etats à moindre contraintes environnementales, dans les Montagnes Rocheuses et les plaines du sud-ouest (Idaho, Texas, Nouveau Mexique ...) mais le nord-est reste dynamique et reprend une part croissante de la collecte.
- La période 2000/2020 s'est traduite par une forte croissance de la production et l'apparition d'un solde net exportable important, notamment sous forme de poudre de lait : d'une position d'autosuffisance, les USA sont passés à un solde exportable de 15 %, notamment sous forme de poudre de lait et à destination de l'Asie.
- La concentration de la production dans ces deux immenses bassins de production du nord-est et de l'ouest n'a fait que se renforcer : le nord-est traditionnelle zone de production en assure 46% et le grand ouest 48%.
- Au final, l'agrandissement des structures se fait partout à marche forcée, bien que les systèmes de production restent radicalement différents : des systèmes largement autonomes en termes fourragers (ensilages de maïs et de luzerne) au nord-est et des systèmes reposant sur l'achat de fourrages et de concentrés à l'extérieur et sur le salariat bon marché (Mexicains) à l'ouest. Partout et y compris dans les étables de plusieurs milliers de vaches, l'origine des capitaux et la responsabilité reste de type familial.
- Les analyses et les discours produits par les économistes du Ministère de l'Agriculture fédéral, que André Pflimlin a étudiés, soulignent la dégradation constante de la marge laissée par litre de lait produit, et justifient l'agrandissement constant des structures, en soulignant l'importance « sans limite » des économies d'échelle : ils soulignent l'absence de rentabilité en dessous de 200 vaches et les fortes économies d'échelles permises jusqu'à 1 000 vaches (c'était 500 vaches il y a 10 ans), et son maintien au delà. **Le seuil de 1 000 vaches est**

vraiment présenté par les économistes comme la référence permettant une rentabilité satisfaisante, à l'exception des systèmes bio ou le seuil de rentabilité auquel il est fait référence est de 100 vaches par exploitation.

- La méthode de calcul retenue par les économistes USDA, qui n'est pas bien différente (note personnelle) de celle retenue par les Européens contient des biais évidents : seuls les coûts monétaires « réels », à l'exclusion des coûts tout aussi réels mais cachés sont retenus (pris en compte dans les comptabilités). Le laxisme de certains Etats en termes de protection de l'environnement au sens large, donc sa dégradation, ne sont aucunement pris en compte au travers de ce qui peut l'être ailleurs au travers d'obligatoires investissements et amortissements de mise aux normes par exemple. De même cet artifice de calcul qui retient une rémunération du travail au salaire réel, c'est-à-dire très bas des travailleurs mexicains employés dans ces immenses étables de l'Ouest, alors qu'il est recalculé à partir d'une rémunération de petit entrepreneur » (donc bien supérieure) dans le travail fourni par l'exploitant dans les étables de dimension plus modeste ! En fait sera-t-il souligné dans les échanges ce seuil de 1 000 vaches comme seuil de rentabilité serait en quelque sorte « un seuil de surprofit », tous les coûts liés à la rémunération du travail et du capital réellement supportés étant introduits dans le coût de production.

La compétitivité des exploitations de taille plus modeste est ainsi « disqualifiée », présentée avec une image négative auprès des candidats à l'installation, des banques et des politiques.

André Pflimlin insiste beaucoup dans son exposé sur ce rôle idéologique joué par les économistes, dans l'image de cette production... et donc dans la réalité (ce point sera l'objet d'échanges importants dans le débat qui suivra : « les économistes ne font pas le réel mais ils y contribuent... »).

- La supériorité des grands troupeaux US et les économies d'échelle annoncées n'existent que par la quasi-absence des contraintes sociales et environnementales dans les Etats des Rocheuses (et des plaines de l'ouest) , arides et peu peuplés, conclut André. Sans compter, souligne-t-il, que la poudre de lait issue de ces feedlots laitiers casse le prix du lait non seulement aux USA, mais dans le monde, y compris dans les pays pauvres à la recherche d'une meilleure autonomie. Le dumping social et environnemental qui les caractérise explique à lui seul leur compétitivité intra US.

Ainsi le message sur les économies d'échelle tiré et transmis par ces études est erroné et toxique pour les producteurs et consommateurs des Etats-Unis, mais aussi de la planète. Cette question des structures laitières aux USA était une façon de débattre concrètement de l'évolution des modèles agricoles, (après l'échec et l'arrêt de « la ferme des 1 000 vaches » en France), et d'échanger autour de ces questions.

En conclusion, André montre combien ce modèle du gigantisme, sans être une exception, n'est pas non plus la seule voie suivie partout. La Chine a choisi (depuis 2008) ce modèle de très grands troupeaux, mais ne le fait pas avec grand succès. L'Inde au contraire avec de bons résultats, fait le choix, en tous les cas accompagne la mise en place d'un grand nombre de micro-exploitations. Et en Europe, tous les modèles cohabitent entre les exploitations de 100 à plus de 1 000 vaches, (notamment 100 à 200) sans compter de plus petites en zone de forte valorisation des produits laitiers. Néanmoins, malgré cette diversité, la restructuration, c'est-à-dire la diminution des exploitations laitières, bat son plein.

Ce que je retiens des échanges :

- **Le rôle joué par les économistes de l'USDA et les économistes en général** : de riches et passionnants échanges ont porté, en particulier, sur cette question. Plusieurs participants ont souligné que les méthodes de calcul des coûts de production et des économies d'échelles ne sont pas vraiment propres aux USA. On les retrouve en Europe.

Il a aussi été souligné que si « les calculs économiques ne font pas la production » et ne sont pas une « contrainte ou ne dictent pas en tant que tel les choix et les décisions des éleveurs et de leurs conseillers », à l'évidence, ils participent aux comportements des éleveurs et des conseillers des structures qui les encadrent. Pas plus que les éleveurs eux même, les économistes ne peuvent être rendus responsables individuellement des conséquences néfastes de choix individuels, aboutissant collectivement à la dégradation des biens collectifs. Mais l'absence de prise de conscience, la négation de conséquences observables en termes de biens publics et de bien-être social, et donc l'absence de recherche de nouveaux outils d'observation serait néanmoins une faute. Comme disait Coluche en parlant d'autre chose : « *Ce n'est pas de ma faute s'il y a des gens qui ont faim, mais cela le deviendrait si on n'y changeait rien* ».

- **Cette méthode comptable qui confère une sorte de distorsion de concurrence à l'avantage des feedlots** consiste à ne pas prendre en compte dans les coûts de production, pas plus que dans la réalité évidemment, les coûts cachés (mais réels collectivement ou à retardement). En réalité, il n'y a pas suprématie du modèle hyper concentré et des zones géographiques où cette dégradation des biens publics est permise.

Cela veut-il dire que les véritables économies d'échelles n'existent pas ou si peu ? Si tel était le cas d'ailleurs, le capital nécessaire à ces modèles « industriels » ne seraient plus d'origine agricole, alors que même les grandes exploitations laitières américaines sont propriété des familles rurales qui les mettent en œuvre.

- **Résultat, la divergence dans la dimension des étables laitières sur la planète est énorme et ne fait que croître.** Ce sont plus les considérations sociétales, le degré de tolérances des consommateurs-citoyens à l'égard de tel ou tel modèle de production fait plus ou moins barrage à la croissance sans limite de la dimension des étables, et à leur généralisation (voir l'échec et l'abandon de la ferme des 1 000 vaches en France).

A ce titre, la tolérance des organisations syndicales de producteurs, comme celui des citoyens-consommateurs aux USA, est à ce jour autrement plus grande qu'en Europe et en France en particulier. Mais ça n'est pas systématique puisque, comme il a été souligné, l'utilisation de la BST (hormone de production laitière), massive au début des années 2 000, a bel et bien considérablement reculé sous la pression des consommateurs, même si d'autres éléments ont pu peser également.

Et à l'évidence, la question de l'eau et de la préservation de l'environnement, comme celle du bien-être animal, sont des préoccupations qui monteront aux USA. Reste que ce pays est immense, que l'esprit pionnier, avec la pratique de la mobilité géographique avec ou après épuisement des ressources naturelles (voir migrations des feedlots de Californie vers les Etats des Rocheuses) y est historique, encore très prégnant, et explique aussi les divergences de modèles et de réactions entre nos deux continents. Sans compter la force de communication de ces modèles : une des plus grandes étables du pays avec 40 000 vaches laitières, reçoit 100 000 visiteurs par an ! *Disney cows* dit on !

Ce que j'ai appris et retenu des échanges post réunion !

- Sur l'insuffisance des méthodes comptable et des travaux en cours, des échanges se sont poursuivis après la réunion. Pour en laisser traces et élargir la réflexion, j'ouvre cette rubrique des échanges post réunion ! Ainsi, de l'intérêt de certains travaux portant sur la recherche de méthodes et d'outils permettant de prendre mieux en compte dans le calcul économique l'ensemble des coûts, y compris des coûts « cachés ». Leur facture est déjà de fait prise en charge par la collectivité ou elle est la bombe à retardement pour les générations à venir, quand ils devront être pris en compte pour assurer la survie sur notre planète : tout ce qui correspond à une dégradation de notre environnement au sens large.

Voir par exemple les travaux de Jacques Richard sur de nouveaux outils de comptabilité. Vous pouvez écouter Jacques Richard, comptable, ancien professeur de gestion à Dauphine :

<https://www.franceculture.fr/emissions/la-bibliotheque-ideale-de-leco/la-revolution-comptable-de-lentreprise-ecologique-et-sociale-avec-jacques-richard>

Dans son entretien, il dit que la comptabilité est un outil beaucoup plus puissant que l'économie pour changer le monde.

« Pour que la comptabilité puisse jouer un rôle dans la mesure de la RSE, il faut qu'elle intègre les trois capitaux que sont le naturel, l'humain et le financier. Or, aujourd'hui, pour Jacques Richard, professeur émérite à l'Université Paris-Dauphine, « ce qui mène le monde à la catastrophe, c'est que le seul capital qui est conservé est celui financier »

- De même plus modestement, mais une démarche qui va dans le même sens, la réforme en cours concernant le réseau comptable européen (RICA). L'enjeu est d'ajouter le suivi de critères sociaux et environnementaux : une réforme déjà engagée depuis 2015, portée aujourd'hui semble-t-il plus par l'UE que par la France ?

Jean Claude Guesdon, 13 février 2021